Perspectives chinoises

2010/3 | 2010
Taiwan : consolation d'une société démocratique et distincte

La nouvelle détente dans le détroit de Taiwan

Quel impact sur la sécurité et l'avenir de la République de Chine ?

Jean-Pierre Cabestan

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5657
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2010
ISBN : 978-2-9533678-4-3
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Jean-Pierre Cabestan, « La nouvelle détente dans le détroit de Taiwan », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/3 | 2010, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 21 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5657

© Tous droits réservés

perspectives chinoises

La nouvelle détente dans le détroit de Taiwan

Quel impact sur la sécurité et l'avenir de la République de Chine ?

JEAN-PIERRE CABESTAN

La détente actuelle dans le détroit de Formose est, à première vue, accueillie favorablement par l'ensemble des parties en présence : Taiwan, la Chine et les États-Unis. Cette détente demeure néanmoins armée, et les questions liées à la sécurité de l'île n'ont pas encore été abordées. En effet, tandis que grâce à une intégration économique accélérée la Chine exerce une influence grandissante sur Taiwan, la menace de l'Armée populaire de libération (APL) s'intensifie de manière continue. Les efforts de Taiwan en matière de défense ont stagné, malgré l'annonce récente d'une importante livraison d'armes américaines, et la volonté des Taiwanais de se battre dépend de plus en plus de l'engagement des États-Unis en faveur de leur sécurité. Cet engagement demeure fort. Mais face à la modernisation rapide de l'APL et l'influence toujours plus grande exercée par la Chine populaire sur la classe politique, le monde des affaires et la société insulaires, Washington s'interroge sur la viabilité à long terme de son engagement de sécurité en faveur de l'île, consacré depuis 1979 par le *Taiwan Relations Act* (loi sur les relations avec Taiwan, TRA). En conséquence, la détente actuelle soulève de nouvelles questions qui restent à ce jour sans réponse.

Les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan se sont indubitablement améliorées depuis l'élection, en mars 2008, de Ma Ying-jeou à la présidence de la République de Chine (RDC) à Taiwan. Cette amélioration peut être, dans une large mesure, attribuée à Ma lui-même ainsi qu'à son gouvernement, soutenu et dirigé par le Kuomintang (KMT) [1]. Les négociations et contacts semi-officiels de haut niveau entre Pékin et Taipei ont repris et se sont intensifiés ; une douzaine d'accords techniques ont été conclus dont, en juin 2010, l'ambitieux « Accord-cadre sur la coopération économique entre les deux rives du détroit » (Economic Cooperation Framework Agreement ou ECFA en anglais) ; les contacts entre les deux sociétés se sont approfondis et le statut international de Taiwan s'est quelque peu amélioré. De leur côté, le président Hu Jintao et les autorités de la République populaire de Chine (RPC) ont continué d'accorder la priorité au « développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit », reléguant ainsi l'unification à un avenir plus lointain. Par conséquent, une véritable détente a pris forme, et ce que je serais tenté d'appeler une « normalisation silencieuse et rampante » des relations entre Taiwan et Pékin est en cours : tout en prenant les précautions formelles attendues, les administrations gouvernementales de Pékin et Taipei négocient de plus en plus souvent directement entre elles. Cette détente a été favorablement accueillie non seulement par les États-Unis, unique protecteur de Taiwan, mais aussi par l'Union européenne et la communauté internationale dans son ensemble.

On peut toutefois se demander si cette détente et cette normalisation rampante ont consolidé la souveraineté et la sécurité de la RDC à Taiwan, ainsi que mieux garanti sa survie à long terme en tant qu'État-nation. Peuvent-elles contribuer à augmenter l'espace international de Taiwan ? L'interdépendance grandissante entre les deux rives du détroit n'affaiblit-elle pas la main de Taipei dans ses négociations avec Pékin ?

Plus important encore, l'île est-elle réellement plus en sécurité ? Le gouvernement du KMT est-il déterminé à maintenir une défense forte mais coûteuse ? Si oui, cet effort de défense peut-il demeurer crédible face à la modernisation continue de l'Armée populaire de libération et à sa capacité croissante de projection de ses forces ?

Enfin, comment les États-Unis considèrent-ils ces évolutions ? La détente dans le détroit et l'influence croissante de la Chine sur Taiwan servent-elles leurs intérêts ? Peuvent-ils réellement accepter ce que certains observateurs appellent la « finlandisation » inévitable de Taiwan ? Et, à l'inverse, sont-ils en mesure d'empêcher la « re-sinisation » de Taiwan et, *in fine*, sa « hongkongisation » ? Peuvent-ils maintenir leur

1. Pour une analyse générale des deux premières années du mandat de Ma Ying-jeou, cf. Frank Muyard, "Analyse de la présidence de Ma Ying-jeou à mi-mandat : de la difficulté à livrer la (bonne) marchandise", dans ce numéro.

engagement de sécurité si l'île poursuit son rapprochement avec la RPC ? Le souhaitent-ils ?

L'influence grandissante de la Chine sur Taiwan

Depuis l'élection de Ma, la Chine exerce une influence croissante sur Taiwan, non seulement en raison d'une interdépendance économique croissante mais aussi parce que les contacts gouvernementaux, politiques et sociétaux se sont multipliés entre les deux rives du détroit. Ces évolutions réduisent indéniablement la marge de manœuvre de Taiwan et, à long terme, son indépendance de fait. Il est vrai que l'intégration progressive entre les deux économies a été entamée bien avant le retour du KMT au pouvoir et y a, dans une certaine mesure, contribué. Cette intégration s'est toutefois rapidement intensifiée à partir de 2008, et le gouvernement « bleu » actuel voit dans ce processus le meilleur moyen de surmonter les difficultés économiques de l'île et de mieux l'intégrer à la région est-asiatique. On prévoit ainsi que, dix ans après l'introduction de l'ECFA (2020), 62 % des exportations taiwanaises seront destinées à la Chine (contre 41 % aujourd'hui) [2]. Ce chiffre placera la Chine bien au dessus des autres partenaires commerciaux de Taiwan, comme le Japon et les États-Unis.

Bien qu'il n'existe aucune estimation exacte du nombre de Taiwanais en Chine (appelés communément en chinois les *Taishang* ou « hommes d'affaires taiwanais »), des indications convergentes attestent d'une augmentation substantielle de ce nombre depuis 2008 : les *Taishang* résidant de manière plus ou moins permanente sur le continent approcheraient aujourd'hui le chiffre de 2 millions [3]. Ils se concentrent principalement dans la région de Shanghai et au sud de la province du Guangdong. Beaucoup se déplacent également vers l'intérieur du pays avec leurs usines du fait de l'augmentation des coûts de production dans les régions côtières. Le profil des *Taishang* est plus diversifié qu'auparavant, et on compte aujourd'hui parmi eux une proportion grandissante de jeunes diplômés à la recherche d'un premier emploi sur le continent en tant que *Taigan* (cadres taiwanais), ainsi que d'étudiants (*Taisheng*). La multiplication des vols directs entre les deux rives du détroit a stimulé cette migration continue, également encouragée par une économie stagnante sur l'île. La plupart des études existantes sur les *Taishang* montrent qu'ils continuent de s'identifier à Taiwan et la RDC plutôt qu'à la RPC, mais que cette identité est clairement plus modérée et souple (identités multiples : chinoise au plan culturel et taiwanaise d'un point de vue politique) que s'ils étaient restés sur l'île [4].

Il est par ailleurs difficile d'évaluer l'impact du nombre grandissant de touristes chinois qui affluent à Taiwan (plus de 600 000 en 2009, probablement 1,2 million en 2010). De nombreuses sources font état de l'intérêt de ces derniers pour les programmes télévisés taiwanais, tels que les *talk-shows* politiques, ainsi que pour le mode de vie et la démocratie sur l'île, et notamment la liberté religieuse. Mais ces mêmes sources mentionnent également une attirance forte pour les symboles de l'ancienne République de Chine : le Mémorial Chiang Kai-shek, les tombes de Chiang Kai-shek et de Chiang Ching-kuo, ainsi que le Musée national du Palais (*Gugong*). Il est vrai que Pékin a récemment « recommandé [5]» aux touristes chinois de se frotter davantage avec la société taiwanaise, en particulier celle du centre et du sud de l'île, où les sentiments indépendantistes sont plus prononcés et l'identité taiwanaise est plus affirmée. Cependant, ces recommandations indiquent également une volonté des autorités de la République populaire de faire des touristes chinois des agents de transformation de la mentalité taiwanaise. Dans tous les cas, on peut supposer que si le tourisme va permettre aux citoyens de RPC de mieux comprendre Taiwan, et, en particulier, de constater l'existence même de la RDC – qui, d'après leurs manuels scolaires, a disparu en 1949, il sera toutefois beaucoup plus difficile de les convaincre que l'identité taiwanaise n'est pas une ramification, une composante de l'identité et la nation chinoises.

Plus concrètement, le tourisme est devenu une source substantielle de revenus pour plusieurs secteurs de l'économie taiwanaise (hôtels, restaurants, services, produits traditionnels), ce qui est de nature à renforcer également l'ascendance chinoise. Ainsi, lorsque Pékin et les agences de voyage d'État ont imposé un embargo provisoire mais réel sur la destination de Kaohsiung, après que, à la fin de 2009, le maire de cette métropole, Mme Chen Chu (DPP), a accepté la projection d'un film sur Rebiya Kadeer et le Xinjiang (c'est également sous son influence que le DPP à invité le dalaï-lama à Taiwan suite aux destructions causées par le typhon Morakot), les

2. Daniel H. Rosen et Zhi Wang, « Deepening China-Taiwan Relations through the Economic Cooperation Framework Agreement », *Policy Brief*, Peterson Institute for International Economics, n° PB10-16, juin 2010; Daniel H. Rosen et Zhi Wang, *The Implications of China-Taiwan Economic Liberalization*, Washington, Peterson Institute for International Economics, à paraître, 2010.
3. Les estimations vont de 750 000 à 2 millions. Le dernier chiffre est aujourd'hui avancé oralement par les experts chinois de Taiwan et inclut probablement les *Taishang* qui ne résident pas de manière permanente sur le continent.
4. Gunter Schubert, « The Political Thinking of the Mainland *Taishang*. Some Preliminary Observations from the Field », *Journal of Current Chinese Affairs*, n° 1, 2010, p. 73-110.
5. Notamment par Jia Qingling, vice–président du groupe de travail sur les affaires taiwanaises et président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, en charge du travail du front uni du Parti communiste chinois, *Xinhua*, 20 juin 2010.

forces en faveur de l'indépendance ont subi une pression sans précédent de la part de l'industrie insulaire du tourisme, qui les a appelées à adopter une position plus modérée et réaliste [6].

L'évolution des critiques prononcées par le DPP à l'égard de l'ECFA soulignent cette dépendance croissante ; il est clair que le DPP a pris la défense des industries taiwanaises les plus fragiles que cette nouvelle ouverture des relations commerciales avec la Chine menace d'éradiquer ou de marginaliser. Cependant, Pékin ayant, au moment des négociations sur la « récolte précoce » de l'ECFA, porté une attention particulière aux préoccupations économiques des circonscriptions électorales vertes, et une majorité (relative) de Taiwanais ayant approuvé cet accord, le DPP a été contraint d'ajuster sa position [7]. À présent, il souligne principalement les dangers politiques et économiques d'une plus grande intégration avec la RPC et concentre ses critiques davantage sur le processus de négociation et, en particulier son opacité, que sur le contenu même de l'accord [8]. Si le DPP se réserve le droit de réviser, voire d'abolir chacun des accords signés par le gouvernement KMT allant, à ses yeux, à l'encontre des « intérêts des Taiwanais », il est toutefois probable qu'il les maintiendrait pour la plupart intacts s'il revenait au pouvoir. Ce réalisme croissant montre a posteriori qu'aucun des accords approuvés, pas même l'ECFA, n'a directement compromis la souveraineté de Taiwan. Signés par l'ARATS et la SEF et de nature technique, ils ont au contraire contribué à la stabilisation et à la consolidation du statu quo politique dans le détroit. Par ailleurs, ils ne font nulle part allusion au contesté « consensus de 1992 » avancé par le KMT depuis 2000 [9]. Néanmoins, comme tous les contacts établis avec la RPC depuis le début des années 1990, ces accords ont été adoptés conformément à l'ordonnance (*tiaoli*) de 1992 « relative aux relations entre les peuples de part et d'autre du détroit » qui définit la « région de Taiwan » (*Taiwan diqu*) et la « région continentale » (*dalu diqu*) comme faisant partie de la République de Chine. Une réalité constitutionnelle que le DPP n'a jamais pu remettre en question, tout du moins légalement...

Sur le front diplomatique, le gouvernement de Ma désire aller plus loin que la « trêve diplomatique » acceptée tacitement par Pékin depuis 2008 et progressivement, quoique discrètement, réintégrer Taiwan à la communauté internationale en adhérant, dans un premier temps, à davantage d'organisations intergouvernementales spécialisées. Mais, contrairement à l'époque de Lee Teng-hui, la diplomatie pragmatique et la promotion de la démocratie taiwanaise sont aujourd'hui clairement subordonnées aux relations avec le continent. Par exemple, Ma a beaucoup hésité à laisser le dalaï-lama visiter Taiwan après le typhon Morakot et n'a pas osé lui serrer la main. Plus préoccupant encore, il a refusé, en septembre 2009, un visa à Rebiya Kadeer, présidente du Congrès ouïgour mondial, un mouvement pacifique en faveur de l'autonomie du Xinjiang et basé, en toute légalité, aux États-Unis.

Le gouvernement Ma s'est en réalité placé dans une position désavantageuse et vulnérable dans ses négociations avec la Chine. Sur le plan politique, le KMT en est revenu à ses « vieux démons » : il promeut la « sinité » de Taiwan, a rétabli les symboles traditionnels de la République de Chine, reste incapable – ou peut-être le refuse-t-il – de prendre ses distances par rapport à l'héritage de la longue dictature de Chiang Kaï-shek (comme de son gigantesque mausolée) et estompe volontairement l'identité taiwanaise et l'histoire spécifique de l'île. Ma estime probablement qu'en adoptant cette idéologie et cette image passéistes, le KMT pourra trouver plus facilement un terrain d'entente avec le Parti communiste chinois (PCC). Continental entouré de trop de continentaux (c'est-à-dire de Taiwanais arrivés dans les malles du KMT après 1945), Ma a également redonné, ou s'est senti contraint de redonner, à la faction du KMT en faveur de l'unification (dite « bleu foncé ») une importance sans précédent depuis la démocratisation de Taiwan. Ce faisant, il a également abandonné la carte politique que tous ses prédécesseurs avaient utilisée, et que lui-même a largement mise en avant au cours de sa campagne présidentielle : celle de la démocratie et du processus de construction nationale taiwanais. En privilégiant, dans ses négociations avec Pékin, des relations de parti à parti (KMT-PCC) qui demeurent loin d'être légitimes aux yeux de nombreux Taiwanais, Ma a finalement affaibli la main de la République de Chine.

6. Chen Chu a visité la Chine en mai 2009. Après que Taiwan eut refusé de lui délivrer un visa, Rebiya Kadeer a obtenu un visa pour la Nouvelle Zélande et le Japon. En juillet 2010, le gouvernement taiwanais a annoncé que Rebiya Kadeer était interdite d'entrée à Taiwan pour une période de trois ans. Le même mois, sa fille, Raela Tosh, a été autorisée à assister à Taipei à une projection du même film. Néanmoins, Omer Kanat, vice-président du Congrès ouighour mondial, de nationalité turque, n'a pu obtenir de visa pour Taiwan, *Taipei Times*, 19 juillet 2010.
7. Les sondages gouvernementaux indiquent que 60 % des Taiwanais apportent leur soutien à l'ECFA; cf. www.mac.gov.tw. Toutefois, les sondages indépendants laissent apparaître un taux d'approbation moins net : fin juillet 2010, seulement 47 % des personnes interrogées soutenaient l'ECFA alors que 34 % d'entre elles s'y opposaient ; cf. *Global Views Survey Research Centre*, 28 juillet 2010, www.gvm.com.tw/gvsrc/eng/index.asp
8. Alan D. Romberg, « Ma at Mid-Term: Challenges for Cross-Strait Relations », *China Leadership Monitor*, n° 33, été 2010, p. 3-4 ; entretien avec Kao Ying-mau, responsable du DPP et ancien vice-ministre des Affaires étrangères, Taipei, juin 2010.
9. Ce consensus ou compromis est toujours demeuré verbal : « Une Chine, chacun son interprétation » (*yizhong, gebiao*) pour le KMT, « une Chine, pas d'interprétation » pour Pékin.

Du point de vue économique, oubliant le fait que Hu, tout autant que Ma, avait politiquement besoin de cet accord, le KMT a présenté l'ECFA comme la solution à tous les maux de Taiwan. Il est vrai que cet accord-cadre va contribuer à stimuler la croissance et, selon certaines études, pourrait générer une augmentation de 5,3 % du PIB d'ici 2020, *s'il est appliqué conformément à l'accord de l'ASEAN + Chine* [10]. Mais l'ECFA est une sorte de coquille à moitié vide qui ne se remplira que très progressivement, voire jamais complètement. Taiwan avait réussi, avant l'adoption de cet accord, à faire de la Chine son premier partenaire commercial et la destination principale de ses investissements directs à l'étranger (IDE), tout en approfondissant son intégration économique avec l'Asie orientale. On ne peut conclure de la précipitation et de l'insistance du KMT que l'ECFA est aussi devenu, à ses yeux comme pour Pékin d'ailleurs, un accord politique qui symbolise la réconciliation entre les deux rives du détroit. En effet il ne s'agit pas d'un véritable accord de libre-échange : en dehors des protections conservées pour le secteur agricole taiwanais, il est fort probable que, pour des questions de sécurité, de nombreuses restrictions seront par ailleurs maintenues, par exemple sur les investissements chinois à Taiwan [11].

Le DPP est conscient de ces restrictions et les soutient, bien que, pour des raisons électorales, il demeure discret à leur propos. Par ailleurs, en partie pour éviter d'être totalement marginalisé par cette nouvelle connivence entre KMT et le PCC, il a lui-même renforcé son dialogue informel (*second track*) avec Pékin. Si cela apparaît comme une avancée positive puisque le gouvernement chinois a abandonné toute condition préalable à l'ouverture de ce dialogue – la reconnaissance par le DPP du principe de la « Chine unique » ou du « consensus de 1992 » – ce nouveau canal de communication s'intègre toutefois dans une stratégie de front uni visant à gagner le soutien de l'aile « verte claire » du DPP, et à en isoler les membres « verts foncés » ainsi que les autres éléments de l'opposition taiwanaise ouvertement en faveur de l'indépendance *de jure* [12]. Cette stratégie, également appelée « tactique du salami », s'apparente à celle déployée, avec succès, par Pékin à Hong Kong au printemps 2010 [13]. En tout état de cause, les éléments réalistes et modérés ont clairement pris l'avantage au sein du DPP. Plus prudents vis-à-vis de la Chine que le KMT, ils n'ont toutefois pas su élaborer une stratégie alternative claire à l'intégration économique avec le continent. Ils sont conscients des limites de toute diversification des IDE vers l'Asie du Sud-Est. Par ailleurs, le DPP dépend financièrement de plus en plus de sociétés qui ont des intérêts en RPC. On voit donc que le DPP a lui aussi été affecté par l'influence grandissante de la Chine sur Taiwan.

Au total, la stratégie de Pékin s'est révélée très efficace : Taiwan a obtenu quelques modestes concessions – comme le respect de la « trêve diplomatique » tacite et la « récolte précoce » en apparence généreuse de l'ECFA ; toutefois, la RPC n'a en réalité rien cédé sur les questions clés comme la souveraineté et la sécurité de la RDC. En effet, comme nous allons le voir maintenant, depuis l'élection de Ma la menace militaire de l'APL, loin d'avoir diminué, s'est intensifiée.

Une détente hautement militarisée

Depuis 2008, la détente dans le détroit est restée hautement militarisée. La menace de l'Armée populaire de libération (APL) s'est intensifiée de manière continue. Les efforts de défense de Taiwan ont par ailleurs stagné malgré l'annonce, en janvier 2010, d'une importante livraison d'armes américaines (6,4 milliards de dollars) et quelques autres nouvelles initiatives. Par ailleurs, la volonté taiwanaise de combattre la Chine dépend de plus en plus directement de l'engagement américain en faveur de la sécurité de l'île.

Pour la plupart des experts, l'équilibre des forces dans le détroit de Taiwan a commencé à pencher en faveur de la Chine aux alentours de 2005. Depuis 2008, non seulement le nombre de missiles conventionnels pointés vers Taiwan a continuellement augmenté (de plus de 100 par an à environ 1 500 en 2010), mais la capacité de l'APL à projeter ses forces navales et aériennes par delà les côtes chinoises, à contrôler le détroit et imposer un blocus sur l'île, ou encore à lancer avec succès une opération de débarquement, est

10. Italiques de l'auteur; cf. Daniel H. Rosen et Zhi Wang, « Deepening China-Taiwan Relations through the Economic Cooperation Framework Agreement », *art. cit.*
11. Ceux-ci sont estimés en 2010 à 100 millions de dollars américains.
12. Les 1er et 2 juin 2010, l'auteur a assisté à une conférence organisée à Hong Kong par l'Institut Chuhai rassemblant un grand nombre d'experts taiwanais et du continent ainsi que des officiels à la retraite, dont trois anciens dirigeants du DPP (Parris Chang, Hsu Hsin-liang et Lin Cho-shui). Depuis 2009, de nombreuses rencontres similaires ont eu lieu en Chine et à Taiwan. Cf. le compte-rendu de Parris Chang de cette réunion de juin 2010, *Taipei Times*, 15 juin 2010, p. 8. Toutefois, aucune rencontre plus formelle entre le PCC et le DPP ne peut apparemment se tenir sans que ce dernier approuve le principe de la « Chine unique » ou au moins le « consensus de 1992 », cf. *China Post*, 4 mai 2010.
13. En juin 2010, le Parti démocrate de Hong Kong et Pékin sont parvenus à un compromis au sujet de la réforme politique qui sera introduite en 2012 et en particulier des cinq sièges supplémentaires au Conseil législatif attribués aux circonscriptions professionnelles et représentant les conseils de district. En 2012, ces sièges seront élus directement par les 3,2 millions d'électeurs qui ne votent pas dans les circonscriptions professionnelles existantes. Les autres groupes du camp démocrate ont protesté contre cet accord jugé à leurs yeux trop modeste.

devenue de plus en plus évidente, au point qu'elle contraint aujourd'hui les États-Unis à revoir leur propre contre-stratégie (voir plus loin) [14]. L'APL a également renforcé la défense aérienne sur ses côtes, en particulier dans le Fujian, et peut à présent menacer directement les avions de chasse taiwanais qui pénètrent dans l'espace aérien du nord du détroit (150 DH-10 LACM et missiles sol-air S-300PMU2 à longue portée – 200 km) [15].

Par conséquent, depuis le milieu des années 2000, l'île de Taiwan a été contrainte de mettre en place une armée et une stratégie asymétrique destinées à décourager toute attaque délibérée de l'APL. Pour être crédible, l'armée taiwanaise doit être capable de rendre le coût de cette attaque prohibitif, ou du moins très élevé et, partant, de contraindre Pékin à réfléchir à deux fois avant d'envisager de « régler la question taiwanaise » par des moyens « non pacifiques ». Consacré par le Taiwan Relations Act (loi sur les relations avec Taiwan, TRA), l'engagement des États-Unis à l'égard de la sécurité de l'île reste très fort ; la coopération quotidienne entre le Pentagone et les forces armées taiwanaises est aujourd'hui beaucoup plus étroite et bien meilleure qu'avant la crise des missiles de 1996. Notons que les promesses électorales de Ma Ying-jeou sur la mise en place d'une politique de sécurité forte (« *hard ROC* » en anglais ; ROC = Republic of China), l'augmentation du budget de la défense à 3 % du PIB et l'établissement progressif d'une armée recrutée sur la base du volontariat ont été accueillies favorablement à Washington. Elles faisaient en effet suite à dix années de baisse des dépenses militaires taiwanaises – le budget de la défense a diminué de près de 40 % entre 1999 et 2008 – et de querelles sans fin au sein du Parlement quant à la pertinence et au financement des offres d'armes sans précédent annoncées par George W. Bush en 2001 (comprenant pour la première fois des sous-marins diesel que les États-Unis, cependant, ne fabriquent plus depuis plus de 20 ans et n'ont pas été en mesure de livrer).

Après son entrée en fonction, Ma a privilégié une stratégie purement défensive. Formulée en mars 2009 dans le premier Rapport quadriennal du ministère de la Défense (QDR), cette stratégie a rétabli l'ordre des priorités défini avant 2000 : « défense ferme et dissuasion efficace » (*fangwei gushou, youxiao hezu*) par opposition à la « dissuasion efficace et défense ferme » ainsi qu'aux stratégies de « défense active » mises en avant par Chen Shui-bian. Ardemment soutenue par Su Chi, secrétaire général du Conseil national de sécurité de mai 2008 à février 2010, cette stratégie défensive a été profondément influencée par un rapport publié une année plus tôt par l'expert américain William Murray. Murray recommandait à Taiwan d'adopter la stratégie du « porc-épic », qui « met l'accent sur l'avantage asymétrique du défenseur (et) cherche à priver la République populaire de ses objectifs stratégiques plutôt que de tenter de détruire ses systèmes d'armes ». Taiwan devrait, recommandait encore Murray, se retrancher derrière ses défenses naturelles et s'appuyer à la fois sur une défense passive par les forces terrestres, un blindage ou un enterrement de ses installations militaires, une amélioration de ses systèmes de communication et de contrôle ainsi que sur un renforcement de ses capacités anti-accès [16]. Selon lui, les forces aériennes et maritimes jouent encore un rôle dissuasif crucial dans la défense de l'île ; mais Taiwan ne devrait plus tenter de maintenir une parité avec les forces aériennes et navales chinoises, et encore moins d'affirmer une improbable supériorité militaire dans le détroit.

Cependant, en raison de nombreux facteurs, y compris de résistances au sein de l'armée taiwanaise, le QDR ainsi que le Rapport de défense nationale (NDR) publié en octobre 2009, insistent sur le maintien d'une capacité offensive et notamment le développement d'armes conventionnelles, comme les missiles de croisière (800 km) Hsiung Feng-2E, capables de frapper et de neutraliser des cibles militaires de l'autre côté du détroit. En d'autres termes, la « défense active » chère à Chen n'a pas été complètement mise de côté : seul a été clairement abandonné son objectif – ambitieux et irréaliste – de « déplacer la bataille décisive à l'extérieur du territoire » (*jingwai juezhan*) et de développer des armes offensives telles que des missiles de longue portée (plus de 1000 km) destinés à atteindre des objectifs non militaires (cités, barrages, installations industrielles) [17]. Par ailleurs, le gouvernement de Ma a continué à investir dans la marine et les forces aériennes. Depuis 2009, il a développé une corvette lance-missiles rapide de haute technologie, surnommée « destructeur de porte-avions », équipée de puissants missiles

14. David A. Shlapak *et al.*, *A Question of Balance. Political Context and Military Aspects of the China-Taiwan Dispute*, Washington DC, Rand, 2009. Les militaires taiwanais tendent à inclure dans leurs estimations à la fois les missiles conventionnels à courte portée pointés contre l'île et les missiles conventionnels à moyenne portée (certains des CSS-5 et les DH-10) qui menacent principalement le Japon ainsi que les bases et les bateaux américains en Asie. Taiwan estime que le nombre total de missiles conventionnels devrait approcher les 2 000 (1 960) avant la fin 2010, cf. *Taipei Times*, 19 juillet 2010. Les États-Unis ne font référence qu'aux missiles à courte portée. Ceux-ci incluaient 1 050 à 1 150 CSS-6 (600 km) et CSS-7 (300 km) fin 2009 ; cf. Annual Report to Congress, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2010*, Washington DC, Office of the Secretary of Defense, août 2010, p. 2, 38 et 66.

15. *China Brief*, Vol. X, n° 7, 1 avril 2010, p. 1-2.

16. William S. Murray, « Revisiting Taiwan's Defense Strategy », *Naval War College Review*, été 2008.

17. York W. Chen, « The Evolution of Taiwan's Military Strategy : Convergence and Dissonance », *China Brief*, vol. IX, n° 23, novembre 2009, p. 8-12.



Des soldats taiwanais débarquent sur une plage pendant l'exercice annuel Han Kuang à Pingtung le 29 avril 2010. Plus de 6.500 personnes ont participé à cet exercice militaire, le plus important depuis plus d'un an, et qui visait, selon les responsables militaires, à tester les capacités de défense de Taiwan contre son puissant voisin. © AFP

de croisière antinavires Hsiung-feng III, et davantage capable de mettre en danger les navires de surface de l'APL naviguant dans le détroit [18]; et, selon certaines indications, il aurait également relancé un programme, suspendu en 2004, de construction de sous-marins diesel conçu sur l'île [19]. Par ailleurs, le gouvernement taiwanais a réitéré son intention d'acquérir 66 F-16 C/D supplémentaires dans le but de maintenir à niveau sa flotte aérienne, dont la capacité a, à plusieurs reprises, été mise en doute. En février 2010, une étude de l'Agence de renseignement de la défense américaine (DIA) indiquait ainsi que bien que Taiwan possédât 400 avions de combat en service, « beaucoup moins étaient opérationnels » [20].

Ma a donc pris la défense de l'île au sérieux. Notons d'autre part que, sur ce point, les deux partis s'accordent plus qu'il n'y paraît souvent, car la sécurité et la survie de Taiwan en tant qu'entité souveraine dépendent directement de la capacité de la République de Chine à se défendre. Des informations multiples et convergentes soulignant la faiblesse grandissante de l'armée taiwanaise avaient néanmoins déjà été publiées avant que ne soit connu le rapport de la DIA. Il existe, en particulier, un écart grandissant entre les objectifs stratégiques fixés dans le QDR ou le NDR et les capacités réelles des forces armées. Le « contrôle offensif de la mer » par la marine taiwanaise est, par exemple, de moins en moins crédible, non seulement du fait de la capacité de projection grandissante de l'APL, mais également parce que la nouvelle stratégie de l'armée chinoise vise à neutraliser de manière préemptive les forces aériennes et la marine insulaires afin que celles-ci ne puissent être utilisées en cas de conflit armé [21].

De manière plus générale, le budget de la défense taiwanaise a continué de stagner au dessous de dix milliards de dollars américains. En 2009 et 2010, il a baissé par rapport aux années précédentes (9,3 et 9,6 milliards respectivement contre 10,5 milliards en 2008) et est demeuré bien en deçà des promesses électorales de Ma (2,5 % du PIB en 2009 contre 3 % promis, alors que le budget officiel de l'APL était cette année-là de 78 milliards de dollars et que ses dépenses réelles sont 1,5 à 2 fois plus importantes) [22]. Taipei a invoqué la crise financière mondiale pour justifier la modestie de l'effort consenti. Cependant, l'on ne s'attend pas à une augmentation radicale des dépenses militaires dans les prochaines années (sauf accord avec les États-Unis concernant la livraison de nouveaux F-16, ce qui exigerait l'établissement d'un nouveau « budget spécial »).

Enfin, l'esprit de défense, c'est-à-dire la volonté de combattre des Taiwanais, et en particulier du gouvernement de Ma, sont de plus en plus mis en doute, en particulier aux États-Unis. En effet le KMT a eu fortement tendance, depuis 2008, à considérer les Chinois du continent comme des « frères » (*xiongdi*) plutôt que comme des « ennemis » (*diren*). De toute évidence, la RPC constitue pour Taiwan à la fois un partenaire économique et une menace militaire – c'est ce que j'appelle le « paradoxe stratégique taiwanais » – rendant schizophrènes un nombre croissant d'habitants de l'île. Il est à cet égard frappant de constater qu'entre décembre 2007 et avril 2010, la perception à Taiwan, de « l'hostilité de Pékin à l'égard du peuple de la RDC » a diminué de 51 à 41 % et « à l'égard du gouvernement de la RDC », de 67 à 43 % [23].

Une armée de métier est sans doute mieux adaptée aux conflits modernes : elle est mieux formée à utiliser les armements sophistiqués à sa disposition et mieux préparée à combattre en cas de guerre. Mais le lien entre l'armée et la nation demeure essentiel. Pour cette raison, tout en accélérant la transition vers une armée professionnelle, transition qui devrait être achevée en 2014, le ministère taiwanais de la Défense a décidé de maintenir quatre mois d'entraînement militaire obligatoire pour tout citoyen masculin ayant atteint l'âge de 18 ans. Cependant, une économie plus dépendante et une société culturellement plus proche de la Chine que ne l'est la France de l'Allemagne peuvent-elle fournir à ses soldats le soutien matériel et moral nécessaire pour défendre l'indépendance de facto et la souveraineté de Taiwan ? Il est encore impossible de répondre entièrement à cette difficile question. Des études ont montré qu'en cas de guerre, la garantie d'un engagement militaire des États-Unis serait un facteur décisif dans la volonté de combattre la Chine, ce qui n'est pas surprenant [24]. Dans un contexte de changements si rapides, les remarques prononcées par Ma

18. *Straits Times*, 12 avril 2010.
19. *China Brief*, vol. IX, n° 8, 16 avril 2009, p. 1-2.
20. *Defense News*, 22 février 2010.
21. William S. Murray, « Revisiting Taiwan's Defense Strategy », *art. cit.*, p. 14-15; James R. Holmes et Toshi Yoshihara, « Taiwan's Navy: Still in Command of the Sea? », *China Brief*, vol. X, n° 6, 18 mars 2010, p. 9-11.
22. *Defense News*, 14 janvier 2010.
23. Site internet du Conseil aux affaires continentales, http://www.mac.gov.tw/public/Attachment/05211053210.gif (consulté le 7 juillet 2010).
24. Shelley Rigger, « When the Going Gets Tough: Measuring Taiwan's Will to Fight », conférence de l'Association américaine de science politique, Chicago, 2 septembre 2004. Jean-Pierre Cabestan et Tanguy Le Pesant, *L'esprit de défense de Taiwan face à la Chine. La jeunesse taiwanaise face à la tentation de la Chine*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Ying-jeou sur CNN en mai 2010 – « nous continuerons de réduire les risques et d'acquérir des armes américaines mais *nous ne demanderons jamais aux Américains de se battre pour Taiwan* » – ont pu paraître extrêmement déplacées [25]. Cette déclaration, comprise par les partisans du KMT comme une preuve de détermination de l'île à se défendre, souligne en réalité le manque troublant de communication entre Taiwan et les États-Unis, qui sont toujours restés délibérément ambigus quant à leur participation à un conflit éventuel dans le détroit, ainsi qu'une appréciation irréaliste des capacités militaires taiwanaises [26]. Elle confirme par ailleurs indirectement que les élites politiques taiwanaises, et en particulier l'actuel gouvernement du KMT, sont loin d'être conscients des responsabilités qui sont les leurs s'ils entendent véritablement maintenir un lien robuste entre la nation et l'armée et réconcilier les deux facettes du « paradoxe stratégique taiwanais ».

La quasi-absence de dialogue de sécurité

Dans le contexte actuel de « détente armée », les questions liées à la sécurité de Taiwan n'ont pas encore été réellement abordées par Taipei et Pékin. Bien que la Chine ait manifesté, dès 2004, son intention d'inclure l'établissement de mesures de construction de la confiance (*confidence-building measures*) dans les pourparlers politiques entre les deux rives, ce projet n'a été relancé qu'en décembre 2008. Alors, tout en continuant de donner la priorité aux négociations économiques, Hu Jintao mit en avant « six propositions pour le développement pacifique du détroit de Taiwan ». Hu affirma en particulier qu'« afin d'aider à la stabilisation de la situation dans le détroit et soulager les inquiétudes à propos de la sécurité militaire, les deux rives pouvaient avoir des contacts et des échanges sur les questions militaires à un moment approprié et discuter de l'établissement de mécanismes de sécurité militaire basés sur la confiance mutuelle [27] ».

En effet, l'introduction de mesures non militaires de construction de la confiance, unilatérales et bilatérales, remontent à l'ouverture d'un canal de communication non officiel entre Taipei et Pékin (entre la SEF et l'ARATS). En 1997, par exemple, l'Association de sauvetage de la Chine à Taipei et le Centre de sauvetage maritime de Chine à Pékin ont convenu de la mise en place d'un « téléphone rouge » visant à mieux coordonner les opérations de sauvetage dans le détroit. Quelques mesures militaires de confiance ont également été adoptées, comme la déclaration qui annonçait la fin de la guerre civile avec le continent prononcée par Lee Teng-hui en 1991. Celles-ci n'ont cependant été que des décisions unilatérales [28]. Ce qui constitue, par ailleurs, une autre limite des mesures de confiance, est qu'elles visent seulement à réduire les risques d'une attaque et d'incidents armés. Elles ne sont, en revanche, pas conçues pour influer sur l'équilibre des forces militaires *per se*.

Mais ce serait une erreur de penser qu'elles sont insignifiantes et que rien n'a été fait pour réduire ces risques dans le détroit depuis 2008, voire précédemment. Des discussions informelles et, de manière plus importante, secrètes ont eu lieu. Dans le même temps, contacts et dialogues non officiels, impliquant des universitaires et des experts, se sont rapidement développés au cours des deux dernières années. En mai 2009, par exemple, un tournoi de golf entre des officiers à la retraite de Taiwan et du continent a eu lieu à Xiamen, ce qui suggère que Pékin a voulu donner plus d'importance à la diplomatie informelle [29]. Plus récemment, après avoir quitté son poste en février 2010, Su Chi a révélé que depuis 2008 un canal de communication secret a aidé les deux rives à améliorer la confiance mutuelle dans des domaines particulièrement sensibles comme, sans doute, la défense et la sécurité dans le détroit [30]. Des canaux de communication existent déjà, comme c'est le cas par exemple entre les gardes-côtes chinois et taiwanais, pour éviter ou gérer les incidents dans le détroit. En octobre 2008, le Centre de sauvetage maritime et le Bureau de patrouille maritime de Xiamen, d'une part, et le Département des affaires portuaires de Quemoy (Kinmen), d'autre part, ont pour la première fois participé à un exercice de recherche et de sauvetage en mer visant à améliorer leur capacité à répondre conjointement à une urgence maritime [31]. Par ailleurs, d'autres sources provenant de Taipei ont confirmé que les avions de chasse taiwanais et de l'APL pouvaient

25. http://edition.cnn.com/2010/WORLD/asiapcf/04/30/taiwan.china.us/index.html
26. *The China Post*, 5 mai 2010.
27. *Xinhua*, 31 décembre 2008 ; les « six propositions » de Hu Jintao sont les suivantes : 1) un accord de fin d'hostilité et de paix sur la base du principe de la « Chine unique » ; 2) le renforcement des liens commerciaux incluant la négociation d'un accord de coopération détaillé ; 3) l'approfondissement de la communication et des échanges ; 4) le développement des échanges culturels et pédagogiques ; 5) la discussion d'« arrangements appropriés et raisonnables » concernant la participation de Taiwan aux activités des organisations internationales ; et 6) l'intensification des échanges et des contacts sur les questions militaires et l'ouverture d'une discussion à propos de mesures de construction de la confiance.
28. Bonnie S. Glaser, *Building Trust Across the Taiwan Strait. A Role for Military Confidence-building Measures*. CSIS, Washington DC, janvier 2010.
29. *Xinhua*, cité par David C. Brown, « China-Taiwan Relations: Moving Relations towards a New Level », *Comparative Connections*, juillet 2009.
30. *China Post*, 17 mai 2010.
31. *People's Daily*, 24 octobre 2009, cité par Glaser, *Building Trust*, *op. cit.*, p. 22-23.

communiquer indirectement (notamment à l'aide de la « fréquence G » ou fréquence ouverte de leur système de transmission) pour se maintenir à distance les uns des autres comme de la ligne médiane qui sépare tacitement le détroit [32]. Par ailleurs, il est vrai que depuis le début des années 1990 les deux rives ont su entretenir des contacts secrets de haut niveau en cas de besoin et, en particulier, en temps de crise [33]. En d'autres termes, la communication et la gestion des incidents est moins problématique qu'ont pu le suspecter certains observateurs.

Cependant, la concentration de forces militaires de l'APL autour du détroit de Formose a continué de s'intensifier et aucune négociation sérieuse sur l'adoption de mesures militaires et bilatérales de confiance n'a été engagée. Les obstacles à de telles négociations sont en effet nombreux.

Le premier tient au fait que Taipei et Pékin poursuivent, à travers l'adoption de telles mesures, des objectifs différents. Pour Taipei, l'essentiel est de « prévenir les conflits et de réduire la probabilité de l'éclatement accidentel d'une guerre ». En d'autres termes, la priorité est de réduire les risques d'un accident ou d'un incident susceptible d'enclencher une escalade incontrôlable ; les mesures conjointes proposées par Taiwan pour atteindre cet objectif sont l'établissement d'un « téléphone rouge » entre les deux armées ainsi que l'adoption d'un code de conduite, de règles d'engagement et de mesures restrictives comme la réduction des forces déployées de part et d'autre du détroit [34]. Pour la RPC, le but principal de ces mesures est d'établir une confiance mutuelle à travers la promotion de la culture et de l'héritage partagés par les deux armées. Les deux rives considèrent que les négociations de mesures de confiance sont liées à l'adoption éventuelle d'un traité de paix ou d'un accord de fin d'hostilités. Mais si Taiwan espère que ces négociations pourront consolider le statu quo, la Chine souhaite, quant à elle, qu'elles favorisent, même indirectement, le processus d'unification.

Le second obstacle à ce type de négociations est l'asymétrie de plus en plus évidente des forces militaires déployées dans le détroit et l'espoir nourri par Taiwan de pouvoir utiliser ces pourparlers pour, justement, réduire la menace de l'APL. Pour Ma Ying-jeou, le retrait des missiles chinois reste aujourd'hui une condition préalable à toute « discussion politique », y compris à la négociation de mesures de confiance. Il a ainsi déclaré en juillet 2009 : « les gens ne sont pas tranquilles à l'idée que nous nous rendions à la table des négociations tout en étant sous la menace d'une attaque de missiles [35] ». Par ailleurs, depuis la fin de 2009, la mobilisation grandissante du DPP contre l'ECFA et la politique continentale du KMT, perçue dans l'ensemble trop conciliante à l'égard de la Chine, a contraint Ma à maintenir ces conditions, même si des discussions informelles sur l'adoption de mesures de confiance vont probablement s'engager avant que les missiles ne soient retirés. Les « six visions nationales » (*liuguolun*) qu'il a présentées lors de son discours de mi-mandat confirment cette prudence [36]. Mais pour Pékin, l'ajustement des déploiements militaires de l'APL, et en particulier la réduction du nombre de missiles ne peut être discuté qu'en échange de concessions significatives, telles que l'arrêt des livraisons américaines d'armements à Taiwan (cf. ci-dessous), une renonciation formelle de l'île à toute indépendance *de jure* ou la signature d'un accord de paix sur la base du principe de la « Chine unique ».

Le troisième obstacle aux négociations est le lien éventuel entre l'adoption de mesures de confiance et l'unification de la Chine. Lorsque Ma se sent en mesure d'engager une discussion pour l'adoption de mesures militaires de construction de la confiance, peut-il réellement accepter que cette initiative mène à une unification future de la nation chinoise (*Zhonghua minzu*) [37]? Une telle perspective, de toute évidence attendue par la Chine et conforme à la politique de Hu Jintao, demeure inacceptable non seulement pour le « camp vert » (DPP), mais probablement pour la majorité de l'opinion publique taiwanaise. Les sondages d'opinion montrent encore à quel point les Taiwanais souhaitent rester ouverts quant à l'avenir de leur île : 64 % d'entre eux soutiennent le statu quo dans le détroit, soit pour une période indéfinie (25 %), soit en repoussant à plus tard toute décision (39 %) [38].

Enfin, la négociation de mesures de confiance fait face à des obstacles de type politique et technique. Le gouvernement et l'armée taiwanais sont en période d'apprentissage en ce qui concerne ce type de négociations et, depuis le début de 2008, ont reçu de nombreux conseils extérieurs, en particulier de spécialistes américains [39]. Cependant, des incertitudes demeurent quant à l'organisme gouvernemental ou

32. Entretien, Taipei, juin 2010.
33. Nancy Bernkopf Tucker, *Strait Talk. United States-Taiwan Relations and The Crisis with China*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2009.
34. *National Defense Report 2009. Building an Elite Armed Forces*, Taipei, ministère de la Défense nationale, ch. 8, p. 198-200.
35. *Bloomberg*, 31 juillet 2009.
36. *Xinbao*, 5 mai 2010 ; http://roc-taiwan.org/ct.asp?xItem=144755&ctNode=2237&mp=2; *China Post*, 20 mai 2010.
37. Le langage nationaliste chinois adopté par Ma lors de sa conférence de presse a entraîné une réaction vive de l'opposition anti-unification, *Taiwan News*, 20 mai 2010.
38. Avril 2010, http://www.mac.gov.tw/public/Attachment/05211052927.gif (consulté le 7 juillet 2010).
39. Bonnie Glaser et Brad Grosserman, *Promoting Confidence Building across the Taiwan Strait*. Rapport au Programme de sécurité internationale et au Forum du Pacifique du CSIS, Washington DC, CSIS, septembre 2008.

quasi-gouvernemental susceptible d'engager de telles négociations. Si l'on en croit Su Chi, quelques mesures limitées ont déjà été négociées par le biais de canaux secrets, probablement dans le but d'éviter et potentiellement de mieux gérer tout incident armé dans le détroit. Mais ces canaux ne peuvent servir à négocier des mesures militaires de construction de la confiance ou une réduction substantielle des armements concentrés dans le détroit. Dans les circonstances actuelles, la formule adoptée pour de telles négociations serait sans doute d'attacher des « conseillers militaires » taiwanais et chinois respectivement à la SEF et à l'ARATS. L'ouverture de pourparlers officieux entre les forces armées des deux pays qui pourtant ne se reconnaissent pas n'est pas a priori et dans le cas d'espèce impossible du fait de l'existence et de l'expérience de la SEF et de l'ARATS. Mais ce type de négociations comporterait des limites évidentes.

Le constat de cette difficulté nous amène à aborder une dernière question : ces négociations en vue de l'adoption de mesures de sécurité doivent-elles demeurer bilatérales ou impliquer également les États-Unis ? La Chine estime que la réduction de la tension militaire dans le détroit est étroitement liée à la diminution des ventes d'armes américaines à Taiwan. Si Hu n'a pas encore officiellement proposé, comme l'a fait son prédécesseur Jiang Zemin en octobre 2002, de réduire le nombre de missiles déployés contre Taiwan en échange de l'arrêt des ventes d'armes américaines vers l'île, les dirigeants chinois seraient probablement tentés de réitérer cette proposition si des négociations sur les questions de sécurité devaient s'ouvrir [40]. Pour Ma comme pour les États-Unis (voir ci-dessous), cette proposition est inacceptable car elle laisserait l'île sans fournisseurs extérieurs et potentiellement sans défense. Parallèlement, ni le gouvernement de Pékin ni celui de Taipei n'est favorable à la participation de Washington à de telles négociations. Le premier, parce que cette participation affaiblirait sa position et risquerait de compliquer et d'élargir l'étendue des questions à régler ; le second, par crainte d'ajouter des facteurs de différends aux discussions et d'être écarté d'un accord passé sans lui par les deux grandes puissances de la zone Asie-Pacifique. Afin notamment de contenir les inquiétudes du DPP, Ma aimerait toutefois s'assurer d'un fort soutien des États-Unis dans les négociations. Mais en échange de ce soutien, Washington exigera probablement en retour d'être étroitement consulté sur ces discussions, ainsi que sur le rapprochement général entre Taipei et Pékin. Pour toutes ces raisons, les négociations pour l'adoption de mesures militaires de construction de la confiance ne débuteront probablement pas avant 2012.

Quoiqu'il en soit, les mesures de confiance ne sauraient à elles seules régler le problème de l'insécurité croissante de Taiwan. La RPC peut très bien envisager un transfert partiel, voire un démantèlement, des missiles les plus anciens et les moins précis pointés vers l'île si cela est dans son intérêt, et peut par exemple favoriser la réélection de Ma en 2012. Néanmoins, plus qu'une décision stratégique, il s'agirait là d'un geste symbolique et avant tout politique. Les missiles conventionnels pointés vers Taiwan ne constituent en effet qu'une part sans doute décroissante des moyens que l'APL peut projeter contre l'île [41]. Ainsi, même si une démilitarisation partielle du détroit est possible, l'équilibre militaire continuera d'être de moins en moins favorable à Taiwan. L'île va donc être contrainte d'investir plus dans sa défense et de s'appuyer davantage sur les États-Unis et, par conséquent, de prendre davantage en considération les intérêts américains à long terme dans la région. Quel impact les évolutions en cours dans le détroit et le manque d'avancées entre la Chine et Taiwan sur les questions de la sécurité ont-ils eu sur les États-Unis ?

Le débat américain et ses limites

Le gouvernement américain est, dans l'ensemble, satisfait de ses relations avec Taiwan depuis le retour du KMT au pouvoir. L'élection de Ma a mis fin à une exigeante et difficile « cogestion » sino-américaine des micromouvements de Chen Shui-bian en direction de l'indépendance *de jure*. L'administration Obama peut aujourd'hui se concentrer sur des questions plus urgentes et plus importantes. Dans le même temps, les tendances exposées ci-dessus – le déséquilibre militaire grandissant dans le détroit lié à la priorité donnée par le KMT à l'amélioration de ses relations avec Pékin, l'influence croissante de la Chine sur la classe politique, le monde des affaires et, plus généralement, la société de Taiwan – ont déclenché un nouveau débat à Washington sur la viabilité à long terme de l'engagement de sécurité américain en faveur de Taiwan et sur sa raison d'être.

40. Après une visite en Chine en mai 2010, la présidente du Comité de renseignement du Sénat américain, Dianne Feinstein, a déclaré que la Chine avait offert, afin de réduire la tension, de repositionner ses forces militaires se trouvant face à Taiwan. Elle a cependant ajouté : « Au cours de ma rencontre avec certains dirigeants, il a été mentionné que la Chine avait offert de déplacer ses forces. Je comprends aujourd'hui que « déplacer » ne signifie pas « retirer ». Et je comprends la nature de ce qui se trouve là-bas et le nombre de troupes », *Reuters*, 16 juin 2010. Ses commentaires ont été fortement critiqués (voir ci-dessous).

41. Yitzhak Schichor, *Missiles Myths : China's Threat to Taiwan in a Comparative Perspective*, Taipei, CAPS Papers, n° 45, août 2008 ; David A. Shlapak *et al.*, *A Question of Balance*, *op. cit.*

Ce débat est demeuré discret et ne s'est apparemment pas encore étendu aux sphères gouvernementales, comme si l'administration Obama, trop occupée sur d'autres fronts, savourait encore le soulagement de n'avoir plus à se préoccuper quotidiennement du « dossier Taiwan ». Néanmoins, l'affirmation de plus en plus évidente de la puissance chinoise – reflet de la perception qu'ont les autorités de la RPC de l'émergence de leur pays et du déclin simultané des autres puissances, en particulier des États-Unis [42] – et les pressions grandissantes exercées par Pékin sur Washington, notamment en mer de Chine orientale et méridionale, ont contraint le gouvernement américain à accorder davantage d'attention aux relations entre les deux rives du détroit de Formose et à rappeler sa politique traditionnelle à l'égard de Taiwan. Lors de la première visite de Barack Obama à Pékin en novembre 2009, Hu Jintao a demandé aux États-Unis qu'ils reconnaissent Taiwan comme faisant partie des « intérêts fondamentaux » (*hexin liyi*) de la Chine. Par ailleurs, en janvier 2010, après l'annonce par le gouvernement américain d'une livraison d'armes d'un montant de 6,4 milliards de dollars promises de longue date à Taiwan, les autorités chinoises ont non seulement protesté avec plus de véhémence qu'à l'habitude, mais elles ont également, pour la première fois, menacé de sanctionner les sociétés américaines engagées dans ce transfert (notamment Boeing). En outre, aujourd'hui Pékin exige à nouveau de Washington l'application du troisième communiqué sino-américain de 1982 relatif à la réduction progressive des ventes d'armes américaines à Taiwan. L'application de cet accord a de fait été gelée par l'ensemble des administrations américaines depuis la crise des missiles de 1996 et l'intensification de la pression exercée par l'APL sur Taiwan [43].

Par conséquent, l'administration Obama a été contrainte de réaffirmer la puissance américaine en Asie-Pacifique. Elle a en particulier demandé à la Chine de prendre en compte les inquiétudes de Taiwan concernant sa sécurité et de réduire ou, du moins, de geler le déploiement de ses missiles vis-à-vis de l'île. Le gouvernement américain a également rappelé qu'il soutenait l'engagement d'un dialogue entre Pékin et Taiwan sur l'adoption de mesures militaires de construction de la confiance et, plus généralement, sur les questions de sécurité. Cependant, les nouvelles ambitions stratégiques de la Chine et son désir de « changer la donne » – modernisation rapide de l'APL, test de missiles anti-balistiques en janvier 2010, intensification présumée des attaques chinoises dans le cyberespace, nouvelle capacité des missiles de croisière de l'APL contre les porte-avions américains, présence navale grandissante dans la mer de Chine méridionale et orientale ainsi qu'au delà de la « première chaîne d'îles », en particulier d'Okinawa, volonté de transformer sa zone économique exclusive (200 miles) en *Mare Nostrum* où tout « passage innocent » des autres navires de guerre serait soumis à l'autorisation de la RPC – ne peuvent qu'affecter les engagements de sécurité américains à l'égard de Taiwan (et bien entendu, de manière générale, les relations entre les États-Unis et la Chine) [44].

À court terme, le renouveau des tensions entre Pékin et Washington n'est pas nécessairement une mauvaise chose pour Taipei puisque cela contribue, au contraire, à consolider l'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité de l'île. Mais paradoxalement l'administration du KMT considère de moins en moins les intérêts stratégiques de Taiwan sous cet angle, et se montre de plus en plus réservée et embarrassée face à l'écart qui se creuse entre son principal partenaire économique et son unique protecteur. Ce changement d'approche, associé à un déséquilibre militaire préoccupant dans le détroit ainsi qu'au rapprochement entre le KMT et le PCC, ont fait naître un nouveau débat qui pourrait conduire les États-Unis à revoir leurs objectifs politiques et stratégiques à long terme.

Les États-Unis peuvent-ils se permettre de continuer à soutenir Taiwan ? Et, inversement, peuvent-ils l'abandonner ? Est-ce ce que désire le KMT ?

Tout d'abord, c'est une évidence, la sécurité de Taiwan est de plus en plus dépendante des États-Unis. Comme l'a ouvertement déclaré, en février 2009, l'Amiral Dennis Blair, alors chef de la Direction nationale du renseignement du président Barack Obama :

> *La Chine va représenter une menace de plus en plus importante pour Taiwan... À moins que l'île ne réagisse. Nous serons alors le seul pays à pouvoir l'aider.*
> Cela signifie que nous allons devoir l'aider davantage afin de maintenir un équilibre. Taiwan ne doit pas se trouver sans défense et dans une situation qui la contraindrait à exécuter les moindres désirs de la Chine.

42. Michael D. Swaine, « Perceptions of an Assertive China », *China Leadership Monitor*, n° 32, printemps 2010.

43. Rappelons que l'application par les États-Unis du troisième communiqué sino-américain dépend de la réduction de la tension dans le détroit de Taiwan. On peut ajouter que du fait du déséquilibre croissant du rapport des forces militaires dans le détroit, toute application de ce communiqué par le gouvernement américain paraît de plus en plus hypothétique.

44. David M. Lampton, « Power Constrained: Source of Mutual Strategic Suspicion in U.S.-China Relations », *NBR Analysis*, juin 2010, The National Bureau of Asian Research, p. 16-17. Robert S. Ross, « China's Naval Nationalism. Sources, Prospects, and the U.S. Response », *International Security*, vol. 34, n° 2, automne 2009, p. 46-81.

> D'autre part, on ne peut pas laisser la Chine devenir dominante au point qu'elle puisse tyranniser Taiwan [45].

Le maintien d'un équilibre militaire dans le détroit n'est pas hors de portée pour les États-Unis, en particulier s'ils accélèrent l'adoption d'une « stratégie asymétrique » [46]. Mais, dans le même temps, le coût d'une guerre contre une autre grande puissance, au demeurant nucléaire, ne peut que constamment augmenter et rapidement atteindre un niveau inacceptable pour Washington, s'agissant de la protection d'une île dont la valeur stratégique pour les États-Unis est discutable et qui, dans tous les cas, ne fait pas partie des intérêts vitaux de ces derniers.

Ensuite, par delà l'ECFA, l'influence grandissante de la Chine sur Taiwan comporte un certain nombre d'implications stratégiques pour les États-Unis. Pour Robert Sutter, professeur à l'Université de Georgetown et spécialiste de longue date de l'Asie, « l'idée traditionnelle selon laquelle l'équilibre stratégique dans le détroit de Taiwan peut être maintenu grâce au soutien américain n'est plus tenable face à l'accroissement continu de l'influence chinoise sur l'île [47] ». En effet, l'évolution des relations Pékin-Taipei soulève de nombreuses questions : « Quelle devrait être la politique américaine si Taiwan venait à se rapprocher davantage de la RPC ou même s'aligner sur elle [48] » ? Les armes américaines (ou françaises) livrées à Taiwan et la coopération militaire entre Taiwan et les États-Unis sont-elles protégées contre l'espionnage chinois [49] ? En cas de guerre, l'île est-elle résolue à se défendre et à combattre ? Le gouvernement de Taipei ne préférerait-il pas négocier un accord désavantageux avec Pékin ? La politique d'apaisement que l'on voit aujourd'hui poindre au sein de l'administration de Ma ne conduit-elle pas inévitablement à la capitulation ?

Certains observateurs estiment que ces risques sont inévitables et qu'ils devraient être considérés de manière positive. Bruce Gilley pense par exemple que la « finlandisation » de Taiwan pourrait devenir la base d'un accord à long terme sur le statut de l'île entre Pékin, Taiwan et Washington [50]. D'autres, comme Robert Kaplan, ont « tiré la sonnette d'alarme », estimant que l'importance politique et stratégique de Taiwan est devenue « cruciale » comme si l'île était devenue la pierre de touche entre l'autoritarisme et la démocratie, l'ordre mondial chinois et l'ordre mondial occidental, la *Pax Sinica* et la *Pax Americana* [51]. Gilley et Kaplan s'accordent cependant pour souligner le rôle que pourrait jouer Taiwan dans une éventuelle démocratisation de la Chine et par conséquent, à leurs yeux, dans une évolution de ce dernier pays vers des positions plus favorables aux intérêts américains.

Pour d'autres, l'importance stratégique de Taiwan pour Washington a été exagérée et l'absorption de l'île par la Chine ne fragiliserait pas « de manière significative la position stratégique des États-Unis en Asie [52] ». Il est certain que depuis le début des années 1970, le gouvernement américain s'est toujours montré « agnostique » quant à l'avenir à long terme de Taiwan : si l'île venait à opter pour l'unification, et qu'il s'agissait d'un choix assumé et non contraint, les États-Unis n'auraient aucune raison de s'y opposer et n'y trouveraient aucun intérêt [53]. Et ceci, contrairement au Japon qui, pour des motifs plus géostratégiques qu'historiques et en particulier du fait de la proximité entre l'archipel des Ryukyu et Taiwan, préférerait une perpétuation de la division de la « nation chinoise » en deux États, et par conséquent a toujours manifesté des sympathies pour le mouvement indépendantiste taiwanais. En d'autres termes, pour beaucoup d'analystes américains, Taiwan n'est ni un « atout stratégique » ni, du moins « la plupart du temps », un « handicap stratégique » [54]. Cependant, certains vont plus loin et estiment que Taiwan peut « potentiellement détourner l'attention que mériteraient d'autres questions plus importantes », et que « [les États-Unis] ne peuvent plus [se] permettre de la soutenir [55] ». Certains politiques, comme la sénatrice Dianne Feinstein (démocrate) sont entrés dans la bataille en qualifiant d' « erreur » la vente d'armes à Taiwan annoncée récemment par Barack Obama et en critiquant plus généralement le rôle des États-Unis dans l'actuelle « course aux armements » de part et d'autre

45. *South China Morning Post* (SCMP), 14 février 2009. Italiques de l'auteur.
46. Robert D. Kaplan, « The Geography of Chinese Power : How Far Can Beijing Reach on Land and at Sea? », *Foreign Affairs*, mai/juin 2010, p. 22-41.
47. Sutter, Robert, « Cross-Strait Moderation and the United States – Policy Adjustments Needed ». *PacNet*, n° 17, 5 mars 2009.
48. Question posée dans le résumé de l'étude du Service de recherche du Congrès (CRS) rédigée par Kerry Dumbaugh, « *Taiwan-U.S. Relations: Development and Policy Implication* », Rapport du CRS au Congrès, Washington DC, 2 avril 2009.
49. *Ibid*, p. 22; *Taipei Times*, 7 janvier 2009.
50. Bruce Gilley, « Not so Dire Straits. How the Finlandization of Taiwan Benefits U.S. Security », *Foreign Affairs*, janvier/février 2010. Le KMT et le DPP ont tous deux critiqué ce point de vue.
51. Robert D. Kaplan, « The Geography of Chinese Power : How Far Can Beijing Reach on Land and at Sea? », *art. cit.*
52. Bernard Cole, du National War College, cité par *Taipei Times*, 4 juin 2010.
53. Nancy Bernkopf Tucker, « If Taiwan Chooses Unification, Should the United States Care? », *The Washington Quarterly*, vol. 25, n° 3, été 2002, p. 3-18.
54. Douglas Paal, ancien directeur de l'Institut américain à Taiwan, Fondation Carnegie pour la paix internationale, 26 juin 2008, www.carnegieendowmeent.org/files/0626carnegie-asia.pdf
55. David Rothkopf, « Can the U.S. afford to continue supporting Taiwan? », http://rothkopf.foreignpolicy.com/posts/2010/02/01/can_the_us_afford_to_continue_supporting_taiwan. L'auteur est un ancien haut fonctionnaire de l'administration Clinton ; ses analyses sont influentes dans les milieux démocrates.

du détroit [56]. En d'autres termes, les forces armées américaines sont engagées sur trop de fronts et ne sont plus en mesure d'honorer tous leurs engagements. Le gouvernement américain devrait donner la priorité à la démilitarisation du détroit et à sa coopération (du type G2 ?) avec la Chine.

Depuis l'accord passé entre Kissinger et Zhou Enlai en 1971, les États-Unis ont toujours été tentés de sacrifier le « petit Taiwan » sur l'autel du jeu avec les autres grandes puissances et de ce qu'elles perçoivent comme étant leurs intérêts communs. L'émergence de la puissance chinoise, d'une part, et l'interdépendance sino-américaine croissante dans les domaines économique et financier, d'autre part, ont changé les termes de l'équation entre Pékin et Washington. Par exemple, les milieux d'affaires américains exercent une influence de plus en plus grande sur la politique chinoise de leur pays. Mais, en dépit de ces évolutions, les États-Unis demeurent beaucoup plus puissants que la Chine [57]. Et l'on peut penser qu'à Washington, les milieux militaires et les partisans ou idéologues de la démocratie et de son exportation (à la fois libéraux et néo-conservateurs) continueront d'équilibrer et le plus souvent de neutraliser les forces susceptibles de militer pour une politique plus accommodante à l'égard de la Chine, notamment sur la question de Taiwan.

Il est vrai que les appels lancés par Sutter et d'autres en faveur d'une importante réévaluation et adaptation ne se sont pas traduits par de réels changements de politique. Une des raisons à cela est que bon nombre d'experts américains, tels que Richard Bush et Alan Romberg, pensent que les inquiétudes de Sutter devraient être relativisées, soulignant notamment l'intérêt que trouverait Taiwan (tout comme les États-Unis) à rassurer la Chine et à ouvrir un dialogue en matière de sécurité [58]. Faisant écho à ce point de vue, l'amiral Blair, a indiqué en février 2009 :

> *Taiwan doit se rendre compte que sa sécurité à long terme dépendra d'un arrangement avec la Chine. Et non pas de sa défense militaire* [59].

Cependant, il est peu probable que l'évolution actuelle des relations entre les deux rives du détroit affaiblisse, dans un avenir prévisible, l'engagement américain envers Taiwan. En dépit du rapprochement de Ma Ying-jeou avec la Chine, de son antipathie réelle ou supposée à l'égard du Japon et de ce que certains appellent son penchant pour l'apaisement, Washington, tout comme Taipei, considèrent le Taiwan Relations Act adopté il y a 31 ans comme crucial. Bien que, pour des raisons diplomatiques, l'administration Obama ait décidé d'avancer avec prudence et, par exemple, de repousser la vente de F-16 C/D à Taiwan jusqu'à 2011, l'engagement américain en faveur de la sécurité de l'île sera sans aucun doute maintenu tant que les Taiwanais en auront besoin [60]. Ma, de son côté, a rappelé l'importance du traité de sécurité américano-japonais pour Taiwan. Et inversement, si elle privilégie le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit, la Chine n'a absolument pas abandonné son objectif d'unification ni son projet d'extension à Taiwan de sa recette « un pays, deux systèmes » [61].

En d'autres termes, aucun des trois acteurs impliqués n'envisage la « finlandisation » ou autre « neutralisation stabilisée de Taiwan » comme une option viable. Les États-Unis entendent maintenir leurs responsabilités stratégiques dans la région Asie-Pacifique, défendre leur crédibilité non seulement vis-à-vis de Taiwan mais également rassurer des alliés (Japon, Corée du Sud, Australie, Philippines) et des partenaires, en particulier de l'ASEAN, qui désirent de plus en plus ouvertement que les forces armées américaines demeurent dans la région pour y équilibrer l'influence croissante de l'APL. Tous ces facteurs bien connus sont de nature à convaincre l'administration Obama et probablement les administrations suivantes de résister aux pressions chinoises grandissantes exercées sur Taiwan.

Reste à savoir si l'île de Taiwan elle-même, étant donné le risque croissant d'une « hongkongisation » de son économie et de sa société, sinon de son régime politique, ne serait pas tentée à l'avenir de reconsidérer les relations de sécurité qu'elle entretient avec les États-Unis. En dépit des critiques du DPP, le consensus bipartisan est demeuré fort sur le fait que la capacité d'autodéfense de Taiwan et le Taiwan Relations Act constituent les meilleures garanties de sa souveraineté. Les verts et les bleus peuvent être en désaccord sur le nom, les symboles et les objectifs à long terme de leur

56. *Wall Street Journal*, 6 juin 2010. *Taipei Times*, 4 juillet 2010.
57. David M. Lampton, « Power Constrained : Source of Mutual Strategic Suspicion in U.S.-China Relations », *art. cit.*, p. 11-15.
58. Richard Bush et Alan D. Romberg, « Cross-Strait Moderation and the United States », *PacNet*, n° 17A, 13 mars 2009.
59. *SCMP*, 14 février 2009.
60. Cependant, les experts pensent que l'accord sur les F-16 arrivera « bien trop tard », car la ligne de production s'arrêtera en mai 2013 sauf si des commandes sont passées dans les six prochains mois. Le délai de livraison habituel après le passage d'une commande est de 36 mois. *Reuters*, 6 juillet 2010. Il est peu probable que les États-Unis acceptent de vendre des F-35 à Taiwan.
61. Chris Hughes, « One Country, Two Systems and Taiwan : Actions More Important than Words ? », papier présenté lors de la 7e conférence annuelle sur les relations entre la Chine et l'Union européenne et la question de Taiwan, Shanghai, 5 et 6 juin 2010, http://www.swp-berlin.org/common/get_document/php?asset_id=7330

entité politique. Mais ne négligeons pas les positions et les intérêts fondamentaux qu'ils partagent.

Cela étant, comme nous l'avons vu, le rapprochement actuel entre Taipei et Pékin a provoqué un débat sans précédent aux États-Unis à propos de son engagement à long terme envers la sécurité de l'île. Si la plupart des questions soulevées dans ce débat sont pertinentes, il est probable qu'elles demeurent sans réponse dans un avenir prévisible.

Conclusion

Il serait vain de nier que la plupart des Taiwanais apprécient la nouvelle détente dans le détroit de Formose. Ils approuvent l'ouverture des vols directs entre les deux rives, l'adoption de l'ECFA (quoique dans une moindre mesure) et, dans l'ensemble, le développement d'une relation plus normale et stable avec la Chine. Et les progrès réalisés ces deux dernières années arrivent bien tardivement si on considère le niveau d'interdépendance et d'intégration entre la Chine et Taiwan.

Mais cette détente et cette intégration économique grandissante avec la RPC n'est pas sans prix pour Taiwan : l'influence de la Chine sur l'île s'est en effet accrue, la marge de manœuvre de cette dernière s'est réduite, sa sécurité s'en est vue fragilisée sans que pour autant son espace international ait été significativement élargi. Ces évolutions risquent par ailleurs de contribuer à compromettre à long terme la survie et la souveraineté de facto de la République de Chine.

Face à cette situation, le renforcement de la défense de Taiwan est en cours, mais le gouvernement du KMT n'y a pas investi autant de ressources qu'espéré, en particulier par les Américains. Si de discrètes mesures de construction de la confiance ont été mises en place depuis 2008, les deux rives du détroit n'ont pas trouvé de canal approprié pour engager de véritables discussions de sécurité. Par ailleurs, la capacité de projection des forces de l'APL par delà les mers constitue aujourd'hui pour Taiwan comme pour les États-Unis un nouveau défi que l'adoption de mesures de confiance ne pourra pas entièrement permettre de surmonter. Et bien que les États-Unis restent en mesure d'équilibrer la montée en puissance de l'APL dans la région Asie-Pacifique, le coût de tout conflit armé dans le détroit de Taiwan ne cesse d'augmenter.

Il est vrai que le gouvernement de Ma Ying-jeou a parfois donné l'impression qu'il accordait plus d'importance aux relations entre Taiwan et la RPC ou, symboliquement, à la « sinité » de l'île, qu'à sa démocratie ou à ses liens de sécurité avec les États-Unis. Étant donné les profondes différences qui demeurent entre les deux rives du détroit, jusqu'où Ma pourra-t-il aller dans cette direction ?

Tout d'abord, la détente actuelle, qui a souvent été décrite, notamment dans cet article, comme un rapprochement, demeure fragile. Car s'il y a clairement un rapprochement entre le KMT et le PCC, on est loin de pouvoir parler d'une réconciliation entre la RDC et la RPC. La querelle concernant la souveraineté de Taiwan n'a, en effet, pas été abordée car elle ne peut être réglée sans une concession majeure de Pékin : la reconnaissance de la coexistence de deux États chinois. Elle a, au contraire, simplement été mise de côté afin d'assurer le bon déroulement de la négociation d'accords économiques et techniques. Par ailleurs, la détente a de fortes chances de rester hautement militarisée.

Ensuite, le KMT peut-il biffer d'un coup de pinceau non seulement l'identité taiwanaise mais également le processus de construction nationale à Taiwan ? L'identité taiwanaise est certes souvent devenue plus modérée, moins exclusive, moins obsessionnelle et plus souvent plurielle (identités multiples) ; mais inversement, ravivée par le KMT, la « sinité » de Taiwan a quelque chose de passéiste et de décalé. En d'autres termes, le néonationalisme chinois du KMT ne saurait totalement submerger près de 40 ans de « taiwanisation » de l'île et encore moins une « taiwanité » dont ce parti a encore besoin pour remporter les élections. Cette réalité, nourrie par l'identification entre Taiwan et la République de Chine et le processus de démocratisation, continuera de contraindre le KMT à s'identifier à Taiwan... du moins tant que la RPC refusera de se démocratiser.

Par ailleurs, si certains observateurs s'inquiètent d'une détérioration de l'État de droit à Taiwan concomitante à l'accroissement de l'influence de la RPC, la démocratie insulaire poursuit, dans l'ensemble, sa consolidation. Pour reprendre les mots de Bush et Romberg, elle constitue encore la « ressource principale » de Taiwan contre tout accord défavorable [62]. Le KMT (tout comme Pékin) ne peut demeurer totalement sourd aux critiques et protestations du DPP, même si la majorité des Taiwanais soutient les accords qu'il a négociés. Pour être légitime aux yeux des Taiwanais, tout élargissement des négociations avec la Chine aux questions politiques ou de sécurité exigera un consensus plus profond entre le KMT et le DPP.

Enfin, il clair aujourd'hui que, comme la majorité de leurs voisins asiatiques, la plupart des Taiwanais sont enclins à

62. Richard Bush et Alan D. Romberg, « Cross-Strait Moderation and the United States », *art. cit.*

favoriser une politique de non-confrontation à l'égard de la Chine. Mais en même temps, ils soutiennent les garanties américaines de sécurité (comme le Taiwan Relations Act). Celles-ci les protègent contre toute « finlandisation », et a fortiori toute « hongkongisation » de Taiwan. C'est pourquoi, plutôt qu'un processus de « finlandisation » dont nul ne veut ou de « hongkongisation » que le fait étatique de la RDC interdit, l'évolution de l'état d'esprit des Taiwanais met en lumière un forme d'*accommodement* avec la Chine populaire. Ce processus s'est accéléré depuis 2005 et a déjà, dans une certaine mesure, affecté la politique continentale du DPP, contraignant ses responsables actuels à plus de réalisme et de pragmatisme[63].

Dans les années à venir, l'affirmation de la puissance chinoise convaincra probablement les États-Unis de s'impliquer plus directement dans les relations entre les deux rives du détroit. Washington laissera Taipei et Pékin avancer seuls aussi loin que ces deux capitales le peuvent sur les questions de sécurité. Toutefois, en raison des évolutions récentes, le gouvernement américain pourrait être tenté de jouer un rôle plus actif, non seulement comme « facilitateur » mais aussi comme « médiateur », en particulier si la Chine se montre trop agressive ou ambitieuse.

En d'autres termes, les États-Unis restent et resteront le dernier rempart, ou la dernière garantie, contre tout véritable rapprochement stratégique entre Taiwan et la Chine, un rapprochement qui n'est souhaité, ne l'oublions pas, que par la minorité « bleu foncé » des électeurs du KMT. •

• **Traduit par Laure Courret**

63. Dès les années 1990, comme d'autres, j'ai évoqué les risques de « finlandisation » de Taiwan (cf. mon livre *Taiwan – Chine populaire : l'impossible réunification*, Paris, Ifri-Dunod, 1995). Néanmoins, après la lecture de l'article stimulant mais irréaliste de Bruce Gilley (« Not so Dire Straits. How the Finlandization of Taiwan Benefits U.S. Security », *art. cit.*), article qui propose une interprétation positive de la « finlandisation » (une réalité en général perçue négativement comme une atteinte à l'indépendance d'un État plus faible), j'ai préféré arrêter d'utiliser ce concept. À la réflexion, les différences entre la situation de la Finlande à l'époque de la guerre froide et de Taiwan aujourd'hui sont trop nombreuses, parmi lesquelles le statut international contesté de la RDC, la quasi-alliance entre Taipei et Washington, le bien plus fort esprit de défense des Finlandais et le haut niveau d'interdépendance économique entre Taiwan et la Chine.